

**MARGINAUX ET COMBAT  
POLITIQUE : LE PROBLEME  
DES FELLAGHAS  
DANS LE MAGHREB**

**par André NOUSCHI**

L'histoire de l'indépendance des trois pays maghrébins contient de nombreuses obscurités. Parmi elles, celles qui touchent à l'action menée par ceux que l'on a désignés entre 1953 et 1962 par le terme de fellaghas. Rapidement, et surtout en Algérie, le mot a dégénéré ; il est devenu fell, fellouze. Le Petit Robert fait du fellag(ha)a "un partisan algérien soulevé contre l'autorité française de 1954 à 1962" et donne comme termes d'argot militaire les deux appellations de fell' et de fellouze. Le dictionnaire date son apparition de 1956 et en fait un pluriel de fellag" mot arabe signifiant "coupeur de routes" (1).

La réalité telle qu'elle apparaît après analyse et réflexion est plus complexe que ne l'indique le savant dictionnaire. Et d'abord le mot lui-même. La racine Falaga signifie fendre, couper quelque chose en deux. Le fellag est donc le coupeur.. Certains arabisants pensent qu'il s'agit de coupeurs de... têtes et non de routes. Observons qu'il ne figure pas dans les dictionnaires d'arabe classique ; ainsi Charles Pellat dans l'Arabe vivant (2) édité en 1961 l'ignore. Pourtant, cet éminent linguiste traque à travers les journaux et les livres tous les termes dont l'usage est fréquent. Est-ce à dire que ce mot d'origine arabe n'est pas utilisé par les Arabes eux-mêmes ? On serait tenté de le penser, même s'il apparaît quotidiennement dans la presse de langue française. En effet, pour les Algériens, les termes les plus couramment utilisés sont Fiddal, Mujahhid, Mussabil. Faut-il suivre le Robert quand il indique 1956 comme date de son apparition ? Sans doute est-il popularisé à cette date ? mais les faits sont différents. Témoin des mouvements de libération maghrébins, je l'ai vu pour la première fois bien avant 1956 ; les journaux d'Algérie parlaient en effet en 1954 des bandes de fellaghas qui sillonnaient le centre et le sud tunisiens. Je dirai donc pour ma part que le terme apparaît en 1954, à partir de l'été, dans la presse française à propos de bandes qui parcourent la Tunisie des steppes. Leur action fait planer sur le pays une insécurité évidente. Les fellaghas sont donc d'abord tunisiens.

Deux bons observateurs de la Tunisie d'alors, Elie Cohen-Hadria, secrétaire de la Fédération SFIO de Tunisie d'une part, le général Boyer de La Tour d'autre part, résident de France, disent chacun à leur façon ce qu'étaient les premiers fellaghas de 1954. "Quand ils firent leur apparition, écrit E. Cohen-Hadria, on crût d'abord qu'il s'agissait d'un phénomène accidentel, favorisé par l'effervescence générale". Et le même ajoute : "certaines routes étaient devenues impraticables de nuit, et même de jour", et il cite le nom de plusieurs personnes abattues, tantôt par des fellaghas, tantôt par d'autres. Si nous connaissons certains chefs de fellaghas comme Lazhar Chraïti qui ont fini plus tard contre un mur" devant un peloton d'exécution (ils étaient accusés d'avoir comploté contre Bourguiba), nous ne connaissons que médiocrement ceux qui ont constitué les premiers groupes de fellaghas. Combien étaient-ils ? Selon les auteurs, leur nombre varie de 2500 (A. Raymond) (3) à environ 3000 (R. Le Tourneau) (4). Leur origine ? Aucune étude de fond ne permet de dire ce qu'ils étaient. Tout au plus peut-on affirmer qu'ils étaient en relation étroite avec le Néo-Destour (5). En effet, ils ne remettent leurs armes aux autorités qu'après que Bourguiba et le Parti leur en donnent l'ordre et s'en servent surtout chez eux, sans être jamais inquiétés. La flambée des fellaghas n'avait duré que quelques semaines, au mieux quelques mois, en tout cas moins d'un semestre. Cette flambée des fellaghas tunisiens s'arrête donc pratiquement quand l'Algérie voisine est agitée par les premières manifestations de l'insurrection du FLN. On sait que celle-ci déclenche une série d'actions à travers toute l'Algérie, dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre et plus particulièrement le 1er novembre entre minuit et 3 h du matin ; celles-ci marquent le début de ce qui a été la guerre d'Algérie de novembre 1954 à mars-juillet 1962.

Sans aborder l'ensemble des problèmes propres à la guerre, je me limiterai à la série d'attentats qui se déroulent d'abord en Tunisie, ensuite en Algérie de l'été 1954 à l'été 1955. Et

d'abord les fellaghas tunisiens. Ils apparaissent à l'été 1954 et leurs bandes sillonnent les campagnes de la haute steppe tunisienne désormais soumise à l'insécurité. Elles sont organisées en de nombreux groupes, forts de quelques hommes à quelques dizaines d'hommes, les fellaghas semblent d'origine campagnarde, car, une fois leurs armes remises à partir de décembre et hormis quelques groupes, ils regagnent tranquillement leurs tribus. Selon P. Rouanet (6) les fellaghas étaient "originaires des caïdats du sud de la Tunisie... et provenaient pour la plupart des tribus nomades (Ziass, Ferchichi (sic) Béné Zid, Hammaman) et étaient de condition misérable".

Les fellaghas ont-ils un modèle ? Il est difficile de se prononcer ; en effet, comme le note E. Cohen-Hadria, le fellagha est "un bandit comme et a fleuri et fleurira sans doute longtemps sur toutes les rives de la Méditerranée, partout où une végétation de maquis ou de brousse leur permet de se camoufler" et tout comme le notait E. Hobsbawm, ces bandits, calabrais, grecs, corses ou siciliens, sont aussi bien redresseurs de torts ou détresseurs de droit commun, que guerilleros espagnols, partisans yougoslaves, etc.. E. Cohen-Hadria remonte même à Tacfarinas ; il aurait pu, pour être complet, y ajouter les "circonciliens" qui parcouraient les mêmes régions. A. Raymond note que "le mouvement des résistances" armées avait été sporadique de 1952 à 1954" ; j'ajouterai qu'à partir de l'été 1953, la déposition au Maroc du sultan Sidi Muhammad Ben Youssef et son remplacement par Muhammad Ben Arafa, protégé par le résident Guillaume et le Giaoui, déclenche une série d'attentats et d'actes de résistance à travers le Maroc, mais rien de comparable à ce que la Tunisie connaît depuis la fin de l'été 54 avec les fellaghas.

S'il faut chercher un modèle pour cette résistance armée, j'inclinerais à regarder d'abord du côté européen et spécialement français, ensuite du côté vietnamien, même si pour le Vietnam la résistance est le fait d'une armée qui s'organise et prend de plus en plus de place à partir de 1950, alors que les fellaghas ne sont que des bandes ; dans l'un comme dans l'autre cas, la résistance armée est liée à la lutte et à l'action politique. Les fellaghas tunisiens ont pu s'équiper d'abord grâce aux armes abandonnées par les armées de l'Axe durant la 2e guerre mondiale, ensuite à celles des armées alliées, enfin à celles traditionnellement détenues. Les fellaghas ont remis 2144 armes (1500 fusils, 44 pistolets mitrailleurs, 4 fusils-mitrailleurs) et plus de 100 000 cartouches. Sur ce nombre 1740 sont en bon état de fonctionnement : 910 italiennes, 267 allemandes, 141 anglaises, 242 américaines, 375 françaises, 2 turques ; enfin 207 sont de modèle ancien, non utilisés dans les armées. Les fellaghas ont-ils agi de façon spontanée ou "sur ordre" ? Apparemment, ils semblent aux ordres du Neo-Destour puisqu'ils obéissent pour la grande majorité quand Bourguiba et le Néo-Destour leur commandent d'accepter l'aman des autorités françaises et de rendre les armes. Est-ce à dire alors que le Néo-Destour les a lancés dans une action quasi militaire avec des intentions bien précises ? On peut l'imaginer avec vraisemblance, mais, sur ce point comme d'autres, la lumière est loin d'être faite. Mais qui au Néo-Destour, puisque Bourguiba est déporté à la Galite puis transféré ensuite à l'île de Groix ? Apparemment, et sans que cela soit dit brutalement par E. Cohen-Hadria et Ch. Saumagne (7), bons et sûrs observateurs de la vie tunisienne dans ces années, l'entreprise aurait été lancée par Salah Ben Youssef. Cela était d'autant plus facile que Bourguiba n'avait pas sa liberté d'action en Tunisie, que Hédi Nouria avait démissionné de son poste de secrétaire général adjoint du Néo-Destour et que Ben Youssef combattait l'entreprise menée par Mzali pour tenter de trouver une voie médiane dans le débat franco-tunisien. Charles Saumagne suggère une action menée de l'extérieur s "quelques conseillers discrètement venus de l'extérieur (à cet égard Salah Ben Youssef et la propagande d'Orient font une oeuvre bien nocive) fournissent des alibis d'ordre confessionnel ou patriotique qui tentent de réussir quelques coups durs" (8). Ben Youssef était de loin la personnalité la plus

marquée et la plus marquante au sein du Parti. A tort ou à raison on lui prêtait plus d'intransigeance à l'égard des Français que Bourguiba dans la lutte pour l'indépendance. Dans ces mois de l'été 1954 où Pierre Mendpi-France esquisse hardiment les lignes d'une nouvelle politique tunisienne" alors que P. Voizard, le nouveau résident, est en butte aux attaques des Européens de Tunisie, comment le Néo-Destour ne chercherait-il pas à pousser l'avantage le plus loin possible? La tentation est d'autant plus forte qu'après le renversement de Farouk par les officiers libres de Noguib et Nasser" un vent nouveau souffle sur le monde arabe et spécialement sur ceux du Maghreb. Salah Ben Youssef radicalise donc ce fait grâce aux fellaghas et diffuse dans le pays l'action déjà entreprise dans les villes de Tunisie. Cette formule pourrait avoir d'autant plus d'écho que l'administration française locale, et surtout la pousse, traînaient les pieds, d'abord pour agir contre le terrorisme européen, ensuite pour faire entrer rapidement dans les faits la nouvelle politique de Mendès-France. Ben Youssef pouvait ainsi acquérir une popularité de bon aloi auprès des Tunisiens et sa statue pouvait évidemment éclipser celle de Bourguiba, placé en résidence surveillée. Ce dernier mesura sans doute l'importance de l'affaire puisqu'il donna l'ordre de Croix (?) de Chantilly pour que les fellaghas se rendent aux conditions de Boyer de La Tour, ce qu'ils firent sauf quelques uns. Toutefois, quelques mois plus tard, le même Ben Youssef se dresse contre Bourguiba revenu en Tunisie avec la plénitude du pouvoir politique et une formidable popularité. Le sud fut le champ de la nouvelle entreprise de Ben Youssef, celle-ci fut rapidement écrasée et Salah Ben Youssef dut s'enfuir à l'étranger. Les derniers fellaghas disparaissaient de la scène tunisienne tandis qu'en Algérie d'abord, au Maroc ensuite, l'insécurité grandissait à travers chacun des deux pays.

Au Maroc, il faut attendre octobre 1955 pour voir les hommes de "l'armée de libération" attaquer un certain nombre de postes tenus par les Français ; ces postes se trouvent non loin du Maroc espagnol, dans la région de Taxa. Simultanément, on apprend que cette armée est dirigée par le Dr Khalib (9) tandis qu'au Caire Assal El Fassi et un homme du FLN algérien énoncent un nouveau plan pour la libération du Maghreb" Or, Assal El Fassi avait déclaré peu avant que la guerre était menée parce que les Français tergiversaient pour exécuter leurs promesses d'Aix-les-Bains. Cette armée de libération dont l'existence sera brève (en mars 1956 elle cessera pratiquement de se manifester) pose plusieurs problèmes (10). L'idée de former une armée de libération apparaît fin 1953 quand certains membres de l'Istiqlal désirent utiliser la violence pour combattre le coup de force de la Résidence. Des contacts ont lieu entre des membres de la Résistance marocaine et certains officiers marocains de l'armée française, ces derniers ainsi que les dirigeants de l'Istiqlal expriment de fortes réticences, voire leur opposition. Néanmoins le projet prend corps : des fonds sont collectés ; des armes sont achetées ; les hommes sont regroupés au Maroc espagnol qui joue le rôle de base et de sanctuaire. Des contacts sont pris tout au long de 1954 avec les Algériens? l'action devait avoir pour théâtre la région des Beni Snassen, les Marmoucha et la région de Berkane. Il semble que ces trois projets sont abandonnés à la fin de 1954. Cependant l'organisation de l'armée se poursuit et au printemps 1955 un "Comité de Révolution" a la haute main sur l'action dirigée par une commission de coordination. Il est sûr que durant ces mois, les Marocains de Khatib ont entretenu des relations constantes avec les Algériens du FLN ; il est sûr aussi que le camp de Nador a servi de lieu d'entraînement et de rencontres, indépendamment de Paris, Madrid, le Caire ou Genève. L'Istiqlal a tissé un réseau de financement, de communication et de filières d'acheminement des armes dont les bases au Maroc sont Tanger et Tétouan. Le soutien plus ou moins avoué des Espagnols lui était acquis. Il n'est pas étonnant que du Maroc espagnol surgissent les premiers groupes de l'armée de libération destinés à mener la vie dure aux troupes françaises.

Ces attaques visaient non seulement les installations françaises au Maroc, mais aidaient aussi les Algériens du FLN. Malgré le retour du Sultan en France en octobre 1955, l'armée de libération continue de se manifester. Sa pression a-t-elle poussé le gouvernement français à agir plus rapidement ; c'est possible. De toute manière, ces coups de main risquaient de discréditer l'autorité de Mohammed V. Il était urgent pour ce dernier d'imposer sa loi, ce sera fait au printemps 1956. L'armée de libération s'intègre à l'armée royale.

La question des fellaghas en Algérie soulève des problèmes autrement plus difficiles que pour la Tunisie ou le Maroc. En effet, ceux qu'on dénomme ainsi et qui occupent le devant de la scène à partir du 1er novembre 1954 se renforcent au fil des années pour finir comme au Viêt-Nam par constituer ce qui deviendra l'armée de libération nationale (ALN). Il n'est donc pas question ici d'analyser les différentes phases qui ont mené du 1er novembre 1954 aux accords d'Evian. Je me bornerai donc à la première phase qui va de la Toussaint 1954 à l'été 1955. Durant cette période, les fellaghas prennent le risque de poser en termes de lutte armée la question des rapports entre la France et les Algériens. Comme pour les fellaghas tunisiens, l'historien ne dispose d'aucuns documents d'archives et doit se contenter d'utiliser certains documents épars dans différentes publications. Rappelons les faits du 1er novembre 1954 : une série d'attaques lancées simultanément à travers toute l'Algérie, aussi bien dans les villes (Alger, Satna) que dans les campagnes. Personne ne se trompe dans l'administration française, parmi les responsables qui dirigent l'Algérie, sur le sens de ces attentats ou encore de ces "événements" comme on les nommera plus tard. Ils sont le fait d'une organisation et certains fonctionnaires parient déjà de fellaghas (par exemple le général Spillmann). Il est vrai que de la Tunisie vers l'Algérie orientale, les passages sont aisés et que les bandes de fellaghas tunisiens franchissent la frontière quand l'armée française les serre de trop près. Combien d'hommes ont-ils participé aux attentats du 1er novembre ? Sans répondre directement à cette question, Mohammed Harbi reprend les chiffres de Ben Tobbai, un des responsables du FLN et donne comme combattants les indications suivantes : Constantinois, 50 ; Aurès, 350 ; Kabylie, 450 ; Algérois, 50 ; Oranais, 60 ; en tout 960 hommes, en gros un millier de combattants. Ici, comme en Tunisie, les armes utilisées ont été abandonnées au cours de la 2e guerre mondiale (11). Il est sûr que l'armement des premiers fellaghas algériens est moins abondant que celui des Tunisiens et qu'il est tout aussi disparate. Les attentats ont sans doute surpris l'ensemble des Français d'Algérie, mais pas les responsables de la police ou de la haute administration (12) qui sont informés depuis longtemps des projets de certains militants de l'ex MTLN. On peut donc dire qu'ils s'y attendaient mais qu'ils ignoraient la date du jour 3. Ils savent aussi qu'elles sont les têtes de l'organisation, mais ignorent dans quels milieux ils ont recruté les premiers combattants. Sans revenir sur ce qui est maintenant largement connu, disons que le noyau du FLN, puisque c'est ainsi que se nomment ostensiblement les premiers fellaghas algériens, est issu d'une branche du MTLN, l'organisation spéciale (i'O.S) créée en février 1947 mais ne vivant qu'à partir de novembre suivant. Celle-ci tient le devant de la scène pour les actions de combat jusqu'en avril 1954, date à laquelle est fondé le C.R.U.A. (Comité Révolutionnaire pour l'Unité et l'Action) ; celui-ci devient tour à tour le Comité des 22 en juin 1954, puis des 5, des 6, et finalement des 9 j ceux-ci seront regardés comme les "historiques" du FLN (13). De l'OS au FLN, la volonté est toujours la même pour ceux qui sont las de la parole et qui pensent qu'avec la France et la colonisation de l'impérialisme français en Algérie, le seul dialogue possible est fondé sur la force et les armes. Dès la fin de 1948, l'un des chefs du 1er novembre (Aït Ahmed) affirme devant le C.C. du P.P.A.: "la lutte de libération sera une guerre. Elle assumera les proportions d'un conflit avec la puissance coloniale et tout son potentiel militaire, économique et diplomatique, donc économique (...). C'est bel et bien à l'une des grandes puissances du monde que nous aurons à arracher notre indépendance (...).

Cette guerre sera une guerre de partisans menée par les avant-gardes militairement organisées des masses populaires elles-mêmes politiquement mobilisées et solidement encadrées". Les paysans en seront le fer de lance (14). De 1948 à 1954, les "activistes" tendent à réaliser leur projet, de façon diverse. Ainsi ils organisent des stages en 1948, l'un théorique en janvier avec des conférences sur les guerres de partisans, les mouvements révolutionnaires en Irlande, en URSS, en Algérie, des commentaires de textes de Marx et Engels sur les insurrections, l'autre stage qui a lieu dans la région du Dhara. Ce dernier est-il pratique ? Théorique ? Il est difficile de le dire. Pour certains des chefs "activistes", l'entraînement a lieu en Lybie ou en Egypte (15). "Sur le plan technique, on procède à l'étude théorique et pratique du maniement des armes modernes et des explosifs, aspects principaux du combat individuel. Sur le plan tactique, nous avons choisi dans des ouvrages récents traitant de la guérilla, de la guerre des partisans, des "commandos", des leçons s'adaptant le mieux aux données de notre pays et qui sont d'un niveau accessible à nos militants... Nous avons multiplié les stages de formation en campagne, afin de familiariser les éléments avec les problèmes posés par la guérilla" (16). A cela, il faut ajouter le hold-up de la grande poste d'Oran par A. Ben Bella qui permet aux hommes de l'O.S. de disposer d'une première mise de fonds. Bien entendu, tout ne se déroule pas sans anicroches ; parmi elles, la destruction en 1950 de O.S. par la police française. Cela ne semble pas cependant abattre la volonté des activistes qui réussissent à faire évader certains de leurs chefs emprisonnés (Ben Bella en 1952 est alors expédié au Caire). Ils affirment aussi sans équivoque leurs intentions d'agir lors des réunions du MTLD et poursuivent avec énergie leurs entreprises. Au printemps 1954, les plus résolus créent un Comité Révolutionnaire pour l'Unité et l'Action (CRUA) et lancent aux militants un appel dans le 1er numéro de leur bulletin Le Patriote : "Face à la crise actuelle, un groupe de responsables intègres et étrangers au conflit (avec Messali) a décidé de chercher une issue pour sauver le parti de la destruction. La position que vous devez adopter avec nous consiste en la tenue d'un congrès souverain et à faire de notre parti un instrument révolutionnaire véritable qui, en accord avec les partis frères de Tunisie et du Maroc, hâtera la destruction du colonialisme français." L'appel se termine comme il avait commencé par la volonté de "sauver le parti de l'anarchie et de l'inaction" (17). Des buts que les militants du CRUA avaient, on peut se demander si la volonté de sauver le parti de l'anarchie et de l'inaction ne l'emportait pas sur la destruction du colonialisme français. En réalité celle-ci n'avait de chances qu'avec un parti rénové par le CRUA. Or, l'évolution du MTLD entre le printemps et l'automne 1954 souligne les lignes de fracture à l'intérieur du parti, entre partisans et adversaires de Messali. Les membres du CRUA organisent donc leur action en dehors des messalistes.

Sur quelles forces s'appuient-ils ? Sur quelques groupes de militants plus conscients ? Sans doute est-ce vrai au niveau de ceux qui prennent les décisions et organisent le 1er novembre ; mais à la base ? Mohammed Harbi dans Les origines du FLN fournit un document intéressant tandis que les frères Bromberger en apportent d'autres. Celui de Harbi concerne la région de Philippeville (Skikda): dans la kasma (localité) on trouve 7 personnes responsables (1 pompiste, 2 chauffeurs, 2 employés, 2 chômeurs) ; la kasma couvre une importante zone allant de la côte jusqu'à une trentaine de kms vers l'intérieur. Le MTLD comprenait alors 3000 membres dont 2000 environ pour Philippeville ; ces derniers, à partir de 1950, travaillent le monde campagnard, non sans rencontrer "l'apparition des gens des confréries des paysans aisés ou de tout petits propriétaires". Ici comme dans les autres villes, la crise du MTLD réduit ce nombre à une poignée de militants. A El Arrauch, entre Philippeville et Constantine, on compte 3 ou 4 cellules, en tout 50 militants ; l'organisation est assez instable ; la section rurale regroupant 5 douars comprend une centaine de membres. Les dirigeants

locaux sont au nombre de 7 (2 enseignants, 1 étudiant, 2 commerçants, 2 sans profession signalée) ; malgré la crise (ou à cause d'elle), début juillet, commence au sein de l'organisation rurale la mise sur pied d'un noyau armé. L'armement est si médiocre (quelques stati italiens dont certains en mauvais état) que les dirigeants décident d'acheter des armes. L'action est déclenchée le 1er novembre par les campagnards ; en tout une trentaine d'hommes entre El Arrouch et Smendou.

Ce témoignage, confronté à ceux recueillis par les frères Bromberger souligne plusieurs faits :

- la volonté des activistes de faire entrer en action les campagnards -c'est vrai du tell Philippiis, ce l'est encore plus des Aurès;
- la médiocrité de l'armement ;
- la préparation minutieuse de l'action ;
- la finalité politique de cette action.

Effectivement, la proclamation du 1er novembre lancée par le FLN ne laisse aucun doute sur ce dernier point. Malgré la simultanéité des attentats à travers toute l'Algérie, le pays ne s'embrase pas ; pourtant, d'un jour, d'une semaine, d'un mois sur l'autre, la situation antérieure se dégrade au point qu'au printemps 1955 les effectifs des troupes françaises en Algérie atteignent 80 000 hommes (soit 30 000 de plus qu'en 1954) et réduisent les effectifs du FLN à un peu moins de 500 : les maquisards du début ont été tués. Néanmoins, depuis le 1er novembre, celui-ci a marqué des points : il a lancé des mots d'ordre (refus de boire de l'alcool) de ne plus fumer) que doivent respecter les Algériens musulmans, faute de quoi ils subissent des mutilations ou sont tués. Il lance aussi les premières embuscades réussies dans l'Algérie orientale et tue les Algériens trop zélés (gardes champêtres, gardes forestiers). Autour du FLN commence dès lors de se constituer une sorte de mythologie au sein des Algériens musulmans et de l'autre tous les Français. Entre les deux, quelques poignées d'hommes résistent contre l'engrenage de la peur, de la haine, de la violence, mais en vain. Peu à peu, l'insécurité passe des campagnes aux villes et dans celles-ci des ligues de séparation, d'abord invisibles, ensuite ostensibles, isolent les Algériens des Européens.

Ainsi, en Tunisie, l'action terroriste et l'attentat ont une finalité authentiquement politique, mais en Algérie ils sont l'action politique ce qui empêche dans le début toute négociation politique, tandis qu'en Tunisie ils ne sont qu'un auxiliaire de l'action politique menée par le Néo-Destour. Celui-ci n'est jamais dépassé par les fellaghas, alors qu'en Algérie les fellaghas ignorent les organisations politiques et leur tournent ostensiblement le dos. On le voit bien quelques mois plus tard quand le FLN rejette les prétentions du PCA et impose à l'UDMA de F. Abbas de se dissoudre. Cette volonté d'être les seuls représentants des Algériens ne se dément pas de 1954 à 1962 et engendre des règlements de compte terribles avec les messalistes qui leur résistent. Les fellaghas algériens, à l'échelon de base, sont les combattants d'une nouvelle organisation politique. Ils sont recrutés d'abord dans les campagnes comme leurs congénères tunisiens. Sans doute on trouve aussi parmi eux quelques bandits de droit commun, comme Grine Belkacem dans les Aurès et, de ce point de vue, il est bien vrai que le banditisme est une constante dans certaines zones de l'Algérie, du Maghreb, voire de la Méditerranée. Pour la période qui nous occupe, il faut bien distinguer entre un Grine et son quasi homonyme, le kabyle Krim Belkacem, l'un des chefs historiques du FLN, militant MTLN, fils de caïd, assassin de garde forestier, qui organise pratiquement le premier maquis en Kabylie bien avant 1954. Le premier ne fait pas de politique tandis que le second ne court la campagne que pour des raisons politiques, l'un et l'autre utilisent le terrain et le pays accidenté, montagneux et relativement peu quadrillé par l'administration française. On connaît les remarques de J. Soustelle à propos de la sous administration de certaines régions

de l'Algérie : cette déficience favorise évidemment la naissance des maquis. Une chose est la naissance, une autre est la persistance et l'extension malgré l'action menée par l'administration française. A mon avis, celles-ci ne s'expliquent que par les raisons suivantes: d'abord le combat a pour finalité des objectifs politiques qui ne peuvent que rencontrer l'assentiment et plus tard l'appui de tous les Algériens puisqu'il s'agit d'un combat pour l'indépendance du pays? Ensuite et surtout, au delà des mots d'ordre politiques, cette lutte n'a été engagée qu'après avoir été minutieusement préparée. Même si les attentats du 1er novembre ne réussissent que médiocrement, ils ont une valeur d'action irréversible qui a échappé à de nombreux responsables administratifs français et évidemment aux Européens d'Algérie. La préparation? Elle concerne aussi bien l'intérieur de l'Algérie que l'extérieur. A l'intérieur j les responsables du FLN ont partagé le pays en six wilayas (Aurès et environs, nord constantinois, Kabylie, Alger et Algérois, Oranais, et sud Algérois), chaque wilaya est partagée en jahas (région), chaque jiha en kamas (localité), chaque tesma en far a'as (section), -chaque fara'a en faoudjs (groupe) et chaque faoudj en khalias (cellule). Le cloisonnement est de rigueur dans cette organisation et l'action militaire ou armée est toujours encadrée politiquement. De plus, puisqu'il s'agit d'action armée, le CRUA met en place différents services : matériel, transmissions, artificiers, sanitaires. Autant dire que nous sommes devant une organisation politico-militaire avec une infrastructure de type militaire classique. Pour mieux encadrer les Algériens, le FLN décide de créer des organisations spécifiques: syndicats, union d'étudiants, etc.. algériens. Il signifiait ainsi que les éléments de l'ancien système mis en place par les Français ne l'intéressaient pas et ne pouvaient pas concerner les Algériens j ceux-ci se donnaient tout ce qui constitue la vie et l'activité d'un état d'abord, d'une nation ensuite. En se retirant de l'armature administrative mise en place par les Français en Algérie, ils démontraient que le faux-semblant n'avait plus de raison d'être. L'Algérie des Français, de quelque nom qu'on l'appelât, ne pouvait concerner les Algériens auxquels il fallait donner une Algérie algérienne, seul le FLN était capable de le faire.

A l'extérieur, le groupe du Caire (Aït Ahmed, Khider, Ben Bella) représentait les Algériens dans l'organisation du Maghreb uni. Certes, les rapports avec les services secrets égyptiens n'étaient pas faciles et les Egyptiens étaient avares pour approvisionner les Algériens en matériel es guerre. En revanche, la radio égyptienne Sax ai'Arab apportait une aide non équivoque eux Algériens comme aux autres Maghrébins en lutte avec la France ; et ceci n'était pas mince. Par ailleurs à partir du moment où Nasser remplace Nequib (automne 1954), l'ouverture de l'Egypte vers le monde africain et asiatique est ostensible. Le groupe du Caire en profite donc naturellement quand la lutte des Algériens s'insère dans, .le mouvement de libération de tous les peuples colonisés ; Sandoung en 1955 est autant le triomphe de Nasser que celui de Nehru et de Tito. Il donne au FLN la première occasion de se manifester officiellement sur le plan international. On saisit mieux ainsi le sens de l'action menée par le FLN dans la nuit du 1er novembre ; en apparence, les attentats étaient la première manifestation militaire du front; profondément, leur sens était politique. Ils signifiaient qu'un nouvel Interlocuteur s'imposait aux Français, il avait surgi de la clandestinité .et de l'ombre ; les données antérieures du jeu politique en Algérie étaient ainsi radicalement modifiées.



## NOTES

- (1) E. COHEN-HADRIA dans Du Protectorat à l'indépendance, souvenirs d'un témoin socialiste, Nice 1976, adopte la définition du Robert. En revanche, C.H. MOORE, Politics in North Africa, Boston, 1970, donne pour fellagha, literally "bandits", guerrilla fighters".
- (2) Ch. PELLAT, L'arabe vivant, Paris, 1961.
- (3) A. RAYMOND, La Tunisie, Paris, 1961.
- (4) R. LE TOURNEAU, Evolution politique de l'Afrique du Nord musulmane, Paris, 1962. P. ROUANET, Mendes-France au pouvoir, Paris" 1965, donne 2719 fellaghas ayant effectué leur soumission.
- (5) A. RAYMOND, op.cit. écrit p.78 : "les fellaghas approuvaient l'action".
- (6) P. ROUANET, Mendes-France au pouvoir, 1954-1955, Paris, 1965.
- (7) G SAUMAGNE, Journal et écrits (Tunisie, 1947-1957), Nice, 1979.
- (8) C. SAUMAGNE, op.cit., p.90-91.
- (9) Pour S. et M. BROMBERGER, Les rebelles algériens, Khalid est d'origine algérienne.
- (10) Pour tout cela, voir les très bonnes pages de D.S ASHFORD, Political Change in Marocco,
- (11) Selon G. CHAFFARD, Les carnets secrets... p.46, elles ont été acheminées dans les 5 ou 6 semaines précédant le 1er novembre depuis la Tunisie vers le sud algérien par des caravanes.
- (12) Y. COURRIERE, La guerre d'Algérie. T.1, Les fils de la Toussaint, Paris, 1968. G. CHAFFARD op.cit. A. HORNE, La guerre d'Algérie, Paris, 1980.
- (13) Ce sont Hocine Ait Ahmed, Ahmed Ben Bella, Mostefa Ben Bouiaid, Larbi Ben M'hidi, Rabah Bitat, Mohammed Boudiaf, Mourad Didouche, Mohammed Khider, Belkacem Krim. Cité par M. HARBI, Le FLN, mirage et réalité.
- (15) J.R. TOURNOUX, Secrets d'Etat.
- (16) Rapports d'Aït Ahmed à Zeddine (réunion du C.C. du P.P.A. fin 1948, mars 1949) in M. HARBI, op.cit.
- (17) M. HARBI, op.cit.